

Note d'Information relative au droit de grève dans la Fonction Publique Territoriale

Réf : Article 10 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée (application du droit de grève aux fonctionnaires territoriaux). Articles L 521-2 à L 521-5 du Code du Travail

AVANT LA GREVE

Obligation de déposer un préavis

D'après l'article L.521-3 du Code du travail, la grève doit être précédée d'un préavis sauf dans les communes de moins de 10 000 habitants. En cas de grève nationale, il n'y a pas d'obligation de transmettre un préavis à chacun des employeurs territoriaux. Il suffit que le préavis soit adressé au ministre de la Fonction publique, éventuellement au ministre de l'intérieur. À charge pour ceux-ci de répercuter l'information auprès des exécutifs territoriaux (CE 16 janvier 1970 dame Poinard c/hôpital rural de Grandvilliers). En revanche, en cas de conflit purement local, le préavis doit être déposé auprès de l'autorité territoriale concernée.

Quel est le rôle du préavis?

Le préavis permet aux parties en présence de disposer d'un délai pour négocier afin de tenter d'éviter l'arrêt de travail annoncé.

Qui peut déposer ce préavis et que doit-on trouver dedans?

Le préavis doit émaner de l'une au moins des organisations syndicales considérées comme représentatives dans le service, la collectivité ou au niveau national. Le préavis doit être écrit et signé par l'un des responsables de l'organisation syndicale investie des pouvoirs lui permettant d'engager son organisation. Il doit préciser les motifs de recours à la grève, en fixer le lieu, la date et l'heure de début ainsi que la durée, limite ou non de la grève envisagée. L'envoi en recommandé est conseillé.

Quand le préavis doit-il être envoyé?

Le préavis doit parvenir à l'autorité hiérarchique au moins 5 jours francs avant le déclenchement de la grève. Pour le calcul de ces 5 jours francs, le jour du dépôt du préavis ainsi que le jour de l'arrêt de travail ne sont pas pris en compte. De même, si le délai doit normalement expirer un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prorogé jusqu'au 1er jour ouvré suivant.

PENDANT LA GREVE

Quelles sont les grèves interdites?

La grève politique, la grève du zèle, la grève perlée, la grève avec occupation des locaux de travail et la grève tournante. D'une manière générale, les agents grévistes doivent évacuer les locaux du service.

L'autorité territoriale peut-elle «réquisitionner» des agents?

Il n'y a pas de réquisition au sens juridique. Il s'agit plutôt de désignation. La jurisprudence Dehaene du 7 juillet 1950 permet à l'autorité territoriale de requérir certains agents grévistes. Notamment, les agents, quel que soit leur niveau hiérarchique, dont la présence à leur poste de travail est nécessaire au maintien d'un service dont l'interruption pourrait porter une atteinte grave à l'intérêt public.

Quelle est la procédure pour restreindre le droit de grève?

L'autorité territoriale doit désigner par arrêté les emplois donnant lieu à restriction du droit de grève. Il ne peut s'agir que d'emplois des services strictement indispensables à la continuité du service public. Cela ne peut en aucun cas aboutir à ce que la totalité des agents d'un service soient privés de leur droit de grève. Cette désignation doit être motivée et notifiée aux agents qui exercent les fonctions correspondant à ces emplois.

Peut-on remplacer les agents grévistes et si oui selon quelles modalités?

Les personnels remplaçants doivent normalement être des agents de droit public à titre temporaire recrutés dans le cadre de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984. Seules des circonstances exceptionnelles justifient le recrutement d'agents de droit privé (CAA Nancy du 18 décembre 2003).

Peut-on procéder au recensement des agents grévistes?

Il appartient aux chefs de service de procéder au recensement des agents grévistes afin que ceux-ci fassent l'objet d'une retenue sur rémunération. Ainsi, ils peuvent notamment demander aux agents placés sous leur autorité de remplir des états de service. Une liste d'émargement des agents grévistes et non grévistes a même été considérée comme légale (CE du 25 juillet 2003 ministre de l'Education).

LES CONSEQUENCES DE LA GREVE**Le principe de la retenue sur rémunération**

L'agent gréviste fait l'objet d'une retenue à opérer sur sa rémunération pour l'absence de travail. Le principe de la proportionnalité à la durée du service non fait (CE 27 avril 1994 SDIS de Haute-Garonne, CE 22 juin 1994 SAN d'Evry) s'applique. Ainsi, pour une grève d'une heure, la retenue sera de 1/151.67ème, de 1/60ème pour une demi-journée, et de 1/30ème pour la journée.

L'assiette de la retenue est constituée par l'ensemble de la rémunération qui comprend le traitement, ainsi que les primes et indemnités diverses à l'exception du supplément familial de traitement.

La retenue pour service non fait concerne aussi le refus d'exécuter tout ou partie des obligations s'attachant à la fonction (CAA Nancy 16 décembre 2004 N°02NC01310).

Quelles sont les conséquences sur la retraite et la carrière?

L'agent gréviste reste en position d'activité, ainsi son droit à avancement ne peut être suspendu. Les jours de grève ne sont pas pris en compte pour le calcul des droits à la retraite (CE 16 novembre 2001).